



L'ÉCONOMISTE

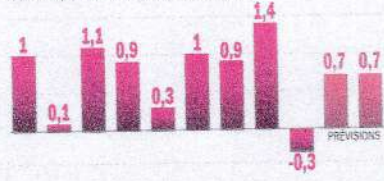
FRANÇOIS ECALLE, PRÉSIDENT DU SITE FIPÉCO,
MAGISTRAT DE LA COUR DES COMPTES EN DISPONIBILITÉ.

Les dépenses publiques augmentent encore trop vite

Loin d'être acquises, les économies prévues par le gouvernement pour 2019 et 2020 restent insuffisantes pour réduire le déficit structurel. Avec le risque, un jour, de hausses d'impôts.

A l'occasion de la présentation du budget de l'Etat, le ministre de l'Action et des Comptes publics Gérard Darmanin a affirmé que 40 milliards d'euros d'économies seraient réalisés entre 2018 et 2020. Cela ne signifie pas que les dépenses publiques baisseraient d'autant (elles devraient augmenter en fait de 60 milliards), mais qu'elles seraient inférieures de 40 milliards au montant qu'elles auraient atteint en 2020 si aucune mesure nouvelle n'avait été prise sur la période. Pour faire ce calcul, il faut estimer une « croissance tendancielle » des dépenses, ce qui est difficile. Si l'on retient néanmoins l'estimation de la Cour des comptes (1,5% par an hors inflation), on trouve bien une économie d'environ 40 milliards. Mais celle-ci se répartit en deux parts de nature très différente. La première moitié de ces économies a été réalisée en 2018. En effet, la croissance des dépenses publiques (hors inflation) a été quasi nulle l'an dernier, ce qui, auparavant, n'était arrivé une seule fois, en 2011. L'Etat a donc fait de réelles économies, notamment grâce à la baisse du nombre de contrats aidés et des aides au logement. Sous la contrainte du gel de ses dotations, les collectivités locales ont aussi maîtrisé leurs dépenses. En revanche, la seconde moitié, prévue en 2019-2020, n'est pas acquise, même si la baisse de la charge de la dette et des réformes, comme celle de l'assurance-chômage y contribueront. Les dépenses locales semblent en effet repartir à la hausse à la veille des élections municipales. Les versements à l'Union européenne paraissent sous-estimés. Les objectifs dans le champ

Evolution annuelle des dépenses publiques (en %)*

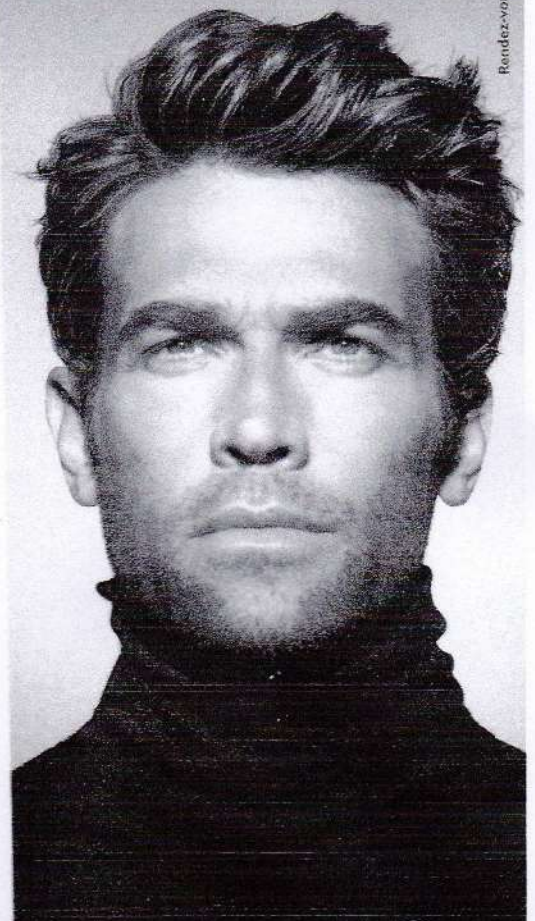


2010 2011 2012 2013 2014 2015 2016 2017 2018 2019 2020
*HORS INFLATION ET HORS CRÉDIT D'IMPÔT
SOURCE : DOCUMENTS BUDGETAIRES

Même si le gouvernement tient ses objectifs d'économies, le déficit structurel ne baissera, au mieux, que très peu.

de l'assurance-maladie deviennent plus difficiles à tenir. Les nouvelles dépenses sont nombreuses (prime d'activité, transition énergétique, budget militaire). Et le quasi-abandon des suppressions de postes au sein de l'Etat laisse craindre une forte hausse de la masse salariale quand il faudra dégeler le point de la fonction publique. Enfin, à supposer que le gouvernement tienne ses objectifs, ces économies sont à peine supérieures au montant des baisses des prélèvements obligatoires (30 milliards sur 2018-2020).

En conséquence, le déficit structurel (la composante du déficit hors aléas de la conjoncture) ne baisse que très peu. Or il est le plus élevé de la zone euro (avec celui de l'Espagne) et les règles européennes imposent, en principe, de le réduire bien plus. Il faut donc poursuivre la baisse des dépenses engagée en 2018, seul l'investissement pouvant être accru sous certaines conditions dans un contexte de taux négatif et de ralentissement de l'activité. Sinon, la nécessité de redresser les comptes publics pourrait un jour entraîner de nouvelles hausses d'impôts. ■



**MONT
BLANC**
LEGEND
LE PARFUM POUR HOMME

